



Blanquer corrige le tir et réintègre les maths en première et en terminale

En annonçant, dimanche, un possible retour des mathématiques pour tous les élèves de première et de terminale, le ministre de l'Éducation a pris acte de critiques récurrentes

depuis la mise en vigueur de sa réforme du bac, en 2019. « Nous avons perdu un élève sur trois », déplorent les professeurs, loin d'être convaincus par le ministre. **PAGE 9**

SOCIÉTÉ

Blanquer se ravise et annonce plus de maths au lycée

Face aux critiques, le ministre a reconnu que la matière, moins choisie depuis sa réforme, pourrait intégrer le tronc commun.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

ÉDUCATION « Pour les générations futures, on va droit dans le mur ! » répète Sébastien Planchenault, président de l'association des professeurs de mathématiques (APMEP). Les déclarations du ministre de l'Éducation, dimanche, sur Cnews, ouvrant la porte à un renforcement des mathématiques pour tous les élèves de première et de terminale ne l'ont pas convaincu.

Alors que les sociétés savantes et associations de mathématiques font monter la pression, depuis le 25 janvier, autour de la place laissée aux mathématiques depuis la réforme du bac, Jean-Michel Blanquer a reconnu qu'il faudrait « probablement » ajouter des maths dans le tronc commun de la classe de première et terminale, pour que « l'ensemble des élèves » aient davantage de « culture mathématique ».

De quoi est-il question ? Depuis la ré-

forme de 2019, qui a mis fin aux filières S, ES et L, les maths peuvent être choisies en tant que spécialités (trois en première, puis deux en terminale), mais ne sont plus obligatoires pour tous. Le « tronc commun » comprend, entre autres matières, un « enseignement scientifique » de deux heures hebdomadaires, dont l'objectif est de « comprendre la nature du savoir scientifique », « mettre en œuvre des pratiques scientifiques », et « com-





prendre les effets de la science sur les sociétés et sur l'environnement ». Décliné autour du climat, des énergies et de l'histoire du vivant, il fait appel à la biologie, à la physique et aux maths. Mais dans les faits, « seules quelques petites notions de mathématiques y sont abordées. D'ailleurs, seuls 10 % des intervenants sont profs de maths », précise Sébastien Planchenault, qui milite pour un enseignement de la discipline « appliqué à l'économie, aux statistiques, aux sciences humaines, aux arts... Réserver une heure aux maths dans le cadre de l'enseignement scientifique ne sera pas suffisant, poursuit-il. Il faut réintroduire deux heures dans le tronc commun, et proposer ce qui était présent dans le programme de l'ex-filière L, un peu d'algorithmique, des statistiques... »

Pourquoi? Pour maîtriser des notions de bases, mais aussi ne pas se fermer certaines filières du supérieur, comme les classes préparatoires aux écoles de commerce. « En psycho, les élèves qui n'ont pas suivi la spécialité maths en terminale - soit la grande majorité! - sont en difficulté », ajoute le président de l'APMEP, qui enseigne en collège et à l'université. « Idem pour les élèves de prépa véto ou médecine qui se sont contentés de l'option "maths complémentaires" (trois heures hebdomadaires, NDLR). »

« Inégalités filles-garçons »

Trois ans après la mise en place de sa réforme, le ministre consent donc à envisager des ajustements. Mais pas de changement structurel, comme le demandent les mathématiciens, mais aussi des parlementaires. Aujourd'hui, la spécialité mathématiques - dont le programme est plus exigeant que celui de l'ex-filière S - vise des profils se destinant clairement à des études scientifiques de haut niveau, des écoles d'ingénieurs à la recherche. Elle reste la spécialité la plus demandée (41 % des bacheliers l'avaient choisie en 2021, et 20 % l'avaient combinée avec physique-chimie). Si l'on ajoute à cela l'option « maths complémentaires », 59 % des élèves font des maths en terminale, fait valoir le ministère. « Avant la réforme, c'était le cas pour 90 % des élèves. Nous avons donc perdu un élève sur trois », rétorquent les sociétés savantes et associations de mathématiques, qui

dénoncent par ailleurs « vingt-cinq ans de recul sur les inégalités filles-garçons ». Seulement 25 % des filles ont suivi un enseignement de mathématiques de plus de 6 heures hebdomadaires en 2021, contre 45 % avant la réforme.

Les spécialistes de la discipline ne sont pas les seuls à tirer la sonnette d'alarme. Faisant le constat de « choix orientés par le sexe et l'origine sociale », deux députés préconisaient, dans un rapport rendu en 2020, d'intégrer les mathématiques dans le tronc commun. Plus récemment, en juin, le rapport du sénateur (LR) Gérard Longuet appelait à réagir à « la chute du niveau en mathématiques », pointant notamment les postes restant vacants au Capes de maths (12 % en 2020), la baisse d'attractivité du métier et, de fait, « la baisse du niveau des enseignants ». ■



